

**Le conseil du territoire
PARIS TERRES D'ENVOL**

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

**REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE**

Présents : 54
Excusés : 14
Absents : 12
Nombre de membres en exercice : 80

REUNION DU 26 FEVRIER 2024

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an **DEUX MILLE VINGT-QUATRE**, le **LUNDI VINGT-SIX FEVRIER** à **vingt heures**, le conseil de territoire, dûment convoqué le **vingt février deux mille vingt-quatre**, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

<u>ETAIENT</u>	M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno,
<u>PRESENTS</u>	M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAIHIM Marwa, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, M. EL KOURADI Fouad, Mme ELSODY Arhella, Mme FILIPOVIC Biljana, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GODARD Jacques, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme JAOUANI Amel, M. JIAR Youssef, Mme LAGARDE Aude, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, M. MARAN Max, Mme MAROUN Séverine, Mme MEKKI Chérifa, Mme MENDES Odette, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, Mme PINHEIRO Amélie, M. PRUNIER Gérald, M. RAMADIER Alain, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, M. SAULIERE Gilles, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, Mme VERTE Monique, M. ZANGRILLI François.
<u>EXCUSES</u>	Mme ADLANI Farida, M. ASENSI François, M. BELOUCHAT Rachid, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CAHENZLI Denis, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, Mme FAOUZI Hanane, M. GUYON Olivier, Mme LAGNEAU Muriel, M. MARQUES Paulo, M. MORIN Sébastien, M. VAZ Micaël, Mme YERRO Georges-Marie,
<u>AYANT DONNE POUVOIR A</u>	Mme VALLETON Martine, Mme de CARVALHO Virginie, M. SIBY Oussouf, Mme ELSODY Arhella, M. RAMADIER Alain, Mme BELMOUDEN Fatima, M. TURBIAN Julien, M. SAULIERE Gilles, Mme JAOUANI Amel, M. DACHIVILLE Romain, Mme MOREAU Chantal, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme MENDES Odette,
<u>ABSENTS</u>	Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme BENAMOUR Mériem, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. FERREIRA Lino, M. HAN Bo, Mme KHATIM Karima, M. LAPORTE Pierre, M. MEIGNEN Thierry, Mme MEYER Karine, Mme SAGO Aïssa, Mme YOUSOUF Mélissa,
<u>SECRETAIRE DE SEANCE</u>	M. EL KOURADI Fouad

DELIBERATION N°19 – AMENAGEMENT – LE BLANC-MESNIL – AVENANT N°4 A LA CONVENTION-CADRE ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE, LA VILLE DU BLANC-MESNIL ET L'EPT PARIS TERRES D'ENVOL, RELATIVE A L'APPEL A PROJET : « 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES » - EXTENSION DU PARC URBAIN, DEDOUBLEMENT DE L'ACTION 4 ET DEMANDE DE PROROGATION

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de monsieur Jean-Philippe RANQUET,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le code de la construction et du logement,

Vu le décret n°2015-1791 du 28 décembre 2015 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation des tronçons de métro automatique du réseau de transport public du Grand Paris correspondant au prolongement de la ligne 14, à la ligne 16 et au tronçon commun des lignes 16 et 17,

Vu la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (Notre) du 7 août 2015,

Vu la délibération du 2 mai 2016, approuvant la révision du plan local d'urbanisme de la commune du Blanc-Mesnil,

Vu la délibération du 5 juillet 2017 du conseil régional, validant la candidature de la commune du Blanc-Mesnil à l'appel à projet « 100 quartiers innovants et écologiques » de la région Ile-de-France pour le projet urbain Parc au Blanc-Mesnil,

Vu la compétence aménagement transférée à l'établissement public Paris Terres d'Envol au 1^{er} janvier 2018, devenant ainsi le porteur de ce projet auprès de la région Ile-de-France en lieu et place de la commune du Blanc-Mesnil,

Vu la convention cadre des « 100 quartiers innovants et écologiques » entre la commune du Blanc-Mesnil et la Région Ile de France signée le 20 septembre 2017,

Vu l'avenant n°1 à la convention cadre approuvé par la délibération n°CP 518-2009 du 21 novembre 2018, actant l'évolution de l'emplacement de la maison des arts martiaux,

Vu l'avenant n°2 à la convention cadre approuvé par le conseil de territoire du 14 février 2024, actant l'évolution du projet des écoles P. Langevin et J-Baptiste Clément fusionnées en un seul groupe

Accusé de réception en préfecture
093-2024-00097-2024-0228-19-26-02-2024-DE
Date de télétransmission : 08/03/2024
Date de réception préfecture : 08/03/2024

Vu l'avenant n°3 à la convention cadre approuvé par le conseil de territoire du 16 mai 2022, actant la fusion des actions 4 et 5, la prorogation de la convention-cadre et la clause éthique,
Vu le projet d'avenant n°4 ci-annexé,

Considérant que le retard d'ouverture de la gare du Blanc-Mesnil ligne 16 du Grand Paris Express repoussée à 2026 impacte les travaux d'extension du parc urbain.

Considérant que le calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération « extension du parc urbain » n'est donc plus en cohérence avec la date de fin de la convention-cadre actuellement établie au 5 juillet 2024 (avenant n°3).

Considérant que cette opération englobe des travaux de démolition d'une école située sur le tènement foncier de l'extension et des travaux d'espaces public.

Considérant que cette action s'inscrit dans le schéma de référence d'aménagement du parvis de la gare du Blanc-Mesnil ligne 16, dont le transfert de maîtrise d'ouvrage de la ville vers l'EPT Paris Terres d'Envol a été acté en conseil de territoire le 18 décembre 2023 et en conseil municipal du 21 décembre 2023.

Considérant que dans le cadre de ce transfert de maîtrise d'ouvrage de travaux d'espaces publics, la ville reste maître d'ouvrage de la démolition du bâtiment de l'école.

Considérant que cette modification de planning et de maîtrise d'ouvrage induit la nécessité de modifier la convention cadre.

Considérant le courrier de l'EPT en date 23 janvier 2024 sollicitant le dédoublement de l'action 4 « extension du parc sur le parvis ligne 16 » en deux opérations distinctes : l'une relative à la démolition du groupe scolaire Jean-Baptiste Clément, situé sur l'extension du Parc, sous maîtrise d'ouvrage ville et l'autre relative à l'aménagement même du Parc sur le parvis la future gare dont la maîtrise d'ouvrage a été transférée à l'EPT, et la prorogation de la convention-cadre.

Après en avoir délibéré,

- **Approuve** les termes de l'avenant n°4 tripartite entre l'EPT Paris Terres d'Envol, la commune du Blanc-Mesnil et la région Ile-de-France, ayant pour objet le dédoublement de l'action 4 « extension du parc urbain » en deux opérations distinctes : « Démolition du groupe scolaire Jean-Baptiste Clément » et « Aménagement du parc urbain sur le parvis dans le cadre du schéma de référence d'aménagement de la gare Blanc-Mesnil Parc ligne 16 », et la prorogation de deux ans de la convention-cadre.
- **Autorise** le président à signer l'avenant n°4 tripartite entre l'EPT Paris Terres d'Envol, la commune du Blanc-Mesnil et la région Ile-de-France, ayant pour objet le dédoublement de l'action 4 « extension du parc urbain » en deux opérations distinctes et la prorogation de deux ans de la convention-cadre.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montreuil – 7 rue Catherine Puig – 93100 Montreuil, dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérécourse citoyens accessible sur le site Internet www.telerecours.fr.

Adopté à la majorité

(64 voix pour, 1 voix contre : Rachid BELOUCHAT,
3 NPPV : Farida ADLANI, Bruno BESCHIZZA,
Didier MIGNOT)

